Les candidats du baccalauréat séries scientifiques (C, D) et technologiques (TI) sont ainsi attendus dès ce lundi 3 août au mardi 4 août dans leurs centres de composition respectifs pour repasser ces épreuves de physique, des sciences de la vie et de la terre (SVT) et de chimie.

La ministre des Enseignements secondaires, Pauline Nalova Lyonga,a annoncé, dans un communiqué, la reprogrammation de ces épreuves, sans indiqué les raisons. Toutefois, des suspicions de fraude évoquées dans les réseaux sociaux concernant les épreuves susmentionnées justifieraient cette décision ministérielle.

Un enseignant a déclaré le 23 juillet dernier chez nos confrères de Afrique360, avoir notamment reçu l'épreuve de physique des séries D et TI dans son téléphone. «***Je ne m'attendais pas à ce que ce soit vrai. Mais à ma grande surprise, après comparaison des deux épreuves, elles étaient identiques***», a-t-il confié. Résultat: plusieurs candidats étaient en possession des sujets avant le jour de la composition. Pour beaucoup donc, il ne fait aucun doute que «l'eau» (terme utilisé au Cameroun pour désigner la fraude aux examens) a coulé au baccalauréat.

Interrogé sur cette actualité hier dimanche sur Vision4, le Pr Nkou Nvondo s'est montré clair. Les sanctions exemplaires doivent être prises, et doivent toucher les maillons de toute la chaine. L'enseignant de Droit à l'université de Ngaoundéré pense que le ministre des

Enseignements secondaires doit aussi payer le prix « ***Si vous me regardez, si vous êtes honnête, vous devez démissionner. Dès cet instant, on devrait mettre à l'écart toute la chaîne, je n'ai pas envie d'aller plus loin, jusqu'au Premier ministre parce que c'est très grave. Mais au moins, à partir du ministère des Enseignements secondaires jusqu'au dernier prompteur, tous ceux qui sont soupçonnés*** », laisse-t-il entendre sur le plateau de Club d'Elites. Avant d'insister *: «* ***quel est ce pays où on n'a pas le droit de dénoncer? La victime peut ne pas se plaindre, mais l'Etat doit faire son travail»***.

Une enquête officielle a été ouverte pour déterminer l'origine de cette fuite. Pour rappel, près de 120.000 candidats pour le baccalauréat de l'enseignement général étaient attendus pour la session 2019-2020. Les épreuves orales, écrites et facultatives ont eu lieu du 20 au 25 juillet dans tout le pays.